

Grèce : les Européens imposent à Tsipras une reddition sans condition

Ludovic Lamant

www.mediapart.fr, 13 juillet 2015

Alexis Tsipras a décroché lundi matin un pré-accord qui ouvre la voie à un éventuel troisième plan d'aide à la Grèce. Les conditions sont drastiques, plus dures que celles négociées avant le référendum du 5 juillet. La restructuration de la dette est évoquée de manière très floue. Le spectre du Grexit s'éloigne – pour un temps ?

De notre envoyé spécial à Bruxelles. - Le conseil européen est une boîte noire. Les discussions des chefs d'État et de gouvernement sont un rituel secret, à l'abri des regards. À peine laisse-t-on, à l'ouverture des sommets bruxellois, quelques photographes triés sur le volet prendre des clichés, pour se faire une idée de l'ambiance qui règne dans la grande salle du Justus Lipsius (le bâtiment du conseil). Et pendant ces minutes-là, les dirigeants jouent le jeu : tout le monde sourit du mieux qu'il peut.

Le sommet de la zone euro qui s'est achevé après 17 heures de négociations, et s'est soldé lundi au petit matin par un début d'accord encore fragile pour maintenir la Grèce dans la zone euro, n'a pas manqué à la tradition. Parmi les photos officielles envoyées par le conseil, il y a celle-ci :

Au premier plan, sur la gauche, un couple allemand discute : Angela Merkel, la chancelière (CDU-CSU) et Martin Schulz, le président du Parlement de Strasbourg (membre du SPD, en coalition avec la CDU-CSU). Les deux évoquent peut-être ce Grexit « provisoire » considéré comme une option crédible par Berlin, dans [une note de travail](#) datée du 10 juillet. Au second plan, sur la droite, quatre hommes en costume : le Belge Charles Michel (libéral), de dos, aux côtés de François Hollande et de Jean-Claude Juncker, le patron de la commission européenne, dont l'épaule touche celle d'Alexis Tsipras.

Il est environ 17 heures lorsque la photo est prise dimanche, et le premier ministre grec sourit encore. Il joue la camaraderie avec Juncker. Le psychodrame du référendum du 5 juillet (Tsipras a fait campagne pour le « non », quand Juncker a appelé à voter « oui ») semble loin. Mais le sourire est forcé. On sent la mise en scène. Alexis Tsipras a pris connaissance, quelques heures plus tôt, de la batterie de nouvelles conditions fixées par des capitales, en l'échange d'un éventuel méga-prêt, pour éviter à Athènes la banqueroute. Certaines vont très loin. Elles organisent de nouvelles pertes de souveraineté de la Grèce pour les années à venir.

À ce moment précis du feuilleton grec, personne ne sait encore comment Tsipras va réagir face à ce qui ressemble à une nouvelle humiliation infligée à son pays. Un participant aux discussions confie dimanche en fin de journée : « *Il va devoir s'approprier le travail qui a été fait, et voir s'il a une base politique* » pour le passer. Mais Tsipras a sans doute déjà pris conscience de l'ampleur du dilemme qu'il devra résoudre dans la soirée.

Soit il accepte, renie une bonne partie de ses promesses, se met en danger politiquement. L'affaire risque de provoquer une nouvelle crise politique à Athènes cette semaine. Mais au moins, le Grexit est évité – pour un temps. Soit il s'y oppose, claque la porte du sommet, et les banques grecques dès lundi sont menacées d'effondrement, en l'absence du signal politique des dirigeants de la zone euro nécessaire au déblocage d'un nouveau plan d'aide.

Ce que Tsipras, en revanche, ne sait pas encore, c'est qu'il s'engage dans une négociation hors norme, dont il sortira

lessivé et vaincu. Il a fallu 17 heures de discussions, interrompues à trois reprises au cours de la nuit par des réunions en format resserré à quatre (Donald Tusk, le président du conseil, Tsipras, Merkel et Hollande), pour construire des points de compromis fragiles, validés ensuite au coup par coup à 19. Cela s'ajoute aux 12 heures de l'Eurogroupe, la réunion des ministres des finances de la zone euro, qui s'est ouverte samedi midi et s'est prolongée jusqu'au dimanche après-midi. Mais aussi et surtout à cinq mois d'intenses négociations depuis février 2015, ponctuées d'une dizaine d'Eurogroupe, et même d'un référendum du peuple grec, le 5 juillet. La monumentale salle de presse du conseil européen, lundi au petit matin, avait des allures de champ de bataille avec des grappes de journalistes affalés à même le sol ou sur des sièges, attendant, assoupis, la fumée blanche censée se dégager du conseil, quelques étages plus haut.

Donald Tusk, le président du conseil, avait annoncé la couleur dimanche matin : en déclarant l'annulation du sommet européen à 28 (à l'origine annoncé pour dimanche soir), le Polonais avait pris soin de préciser : « *Le sommet de la zone euro [à 19 – ndlr] durera jusqu'à ce que les discussions aboutissent sur la Grèce.* » Tusk a choisi d'enfermer les dirigeants, jusqu'à ce que « *quelque chose* » finisse par sortir de la salle...

Depuis le début des négociations en février, la gestion du temps est cruciale. « *Les Européens les plus durs veulent jouer la montre* » et ne cessent de reporter les décisions, de sommet en sommet. Ils misent sur un pourrissement de la situation, pour forcer la Grèce à sortir d'elle-même de la zone euro. De ce point de vue, le choix de Tusk de faire durer les négociations tout au long de la nuit, pour contrer les faucons autour de la table, s'est avéré payant.

C'est Charles Michel, le premier ministre belge qu'on voit de dos sur la photo, qui a annoncé le premier l'accord, à 8 h 57 du matin, sur Twitter. « *Nous avons un 'agreement'* », a renchéri Tusk (contraction d'"*agreement*", accord en anglais, et "*greek*"). Un accord ? Un compromis ? Une défaite ?

Si Tsipras semble avoir bataillé jusqu'au bout de la nuit, le texte conclusif est loin, très loin, de ses promesses de campagne (qui prévoyaient rien de moins que la fin de la Troïka et des mémorandums...). En une nuit, celui qui a été élu avec 36 % des voix en janvier dernier, encore renforcé par la victoire du « non » au référendum (61 % des suffrages) en juillet, a dû consentir de nouvelles concessions majeures, sous la pression du Grexit. Tsipras avait promis aux citoyens grecs qu'un « non » au référendum le renforcerait dans la négociation à Bruxelles. Mais c'est l'inverse qui s'est produit. Les créanciers sont allés jusqu'à définir le contenu d'une loi et fixer le jour de son adoption au Parlement.

À l'issue des discussions, Alexis Tsipras a parlé d'un « *accord difficile* » : « *Nous avons obtenu que la renégociation de la dette soit sur la table. Le Grexit appartient au passé. Nous avons lutté dur pour obtenir la meilleure solution possible* », a-t-il déclaré. En plein milieu de la nuit de négociations, une source grecque [citée par l'AFP](#) détaillait les désaccords sur la table, et résumait bien l'ambiance : « *Le reste des propositions, c'est OK, mais pas vraiment OK... Disons qu'avec un pistolet sur votre tempe, vous diriez aussi OK à tout...* »

Un calendrier très précis pour faire adopter des lois dès juillet

Dans le détail, le compromis négocié cette nuit met en place une procédure extrêmement serrée d'ici la fin de semaine. Première échéance : les Grecs s'engagent à adopter **d'ici mercredi soir** un texte de loi qui contient certaines « *actions prioritaires* » chères aux créanciers. Parmi les

dispositions attendues, un nivellement des systèmes de TVA (y compris une hausse de la TVA pour les îles, *a priori*) et une réforme du système de retraite, soit deux des sujets les plus sensibles sur lesquels les négociations s'étaient crispées depuis cinq mois...

Il est également demandé davantage de garanties concernant l'indépendance de l'office des statistiques, ou encore l'application « complète » du TSCG, le mini-traité budgétaire voulu par Angela Merkel fin 2011, et en particulier « *l'introduction de coupes budgétaires quasi automatiques dans l'hypothèse de déviations des objectifs d'excédents primaires ambitieux* ».

[Lire ici le texte complet de l'accord survenu au sommet de la zone euro](#)

Ce n'est pas tout. **D'ici le 20 juillet**, les Grecs doivent aussi proposer des éléments de réforme, pour réformer et « dépolitiser » l'administration publique en Grèce, avec l'aide de la commission. Un autre texte de loi doit être adopté **d'ici le 22 juillet**, qui prévoit notamment une réforme du code de procédure civile, afin d'« *accélérer de manière significative le processus judiciaire et réduire les coûts* ». Parallèlement, certains parlements nationaux de la zone euro seront consultés, sans doute d'ici la fin de semaine pour le Bundestag allemand, sur le principe d'une nouvelle aide.

Si tous ces signaux sont au vert, rien n'est encore réglé : de véritables négociations vont s'ouvrir pour négocier le détail d'un « *mémoire* » – ce sera le troisième depuis le début de la crise grecque. Une liste de réformes est déjà identifiée. L'enveloppe globale sera comprise **entre 82 et 86 milliards d'euros**, à débloquer sur trois ans, jusqu'en 2018.

À l'origine, les Grecs avaient chiffré leurs besoins à 53,5 milliards. Mais les institutions estiment qu'il faut mettre en place un coussin de fonds propres, pour sécuriser les banques grecques, évalué entre 10 et 25 milliards d'euros. Quoi qu'il en soit, les institutions de l'ex-Troïka sont encore invitées à « *réduire le montant de l'enveloppe, en jouant sur des trajectoires budgétaires alternatives ou sur des recettes plus importantes tirées des privatisations* », lit-on dans les conclusions. En clair, elles conseillent de durcir un peu plus les mesures d'économie budgétaire.

Les discussions sur le mémorandum pourraient encore durer quelques semaines. D'où la nécessité, en attendant le premier déblocage d'argent à l'automne, d'un **prêt-relais** (« *bridge financing* », dans le jargon), qui devrait être doté d'au moins 12 milliards d'euros, pour faire face aux échéances de l'été (notamment le 20 juillet avec la BCE). Le financement de ce prêt-relais par les Européens reste encore très flou. C'est un sujet délicat, là encore, pour les Allemands. Il sera discuté par les ministres des finances de la zone euro pas plus que tard que... lundi après-midi, dans le cadre d'un nouvel Eurogroupe, toujours à Bruxelles. C'est une source d'incertitude pour les heures à venir.

Si la nuit a été longue, c'est que Tsipras a bataillé jusqu'au bout pour ne pas donner l'impression de tout lâcher *in extremis*. Il est par exemple parvenu à retirer des conclusions les deux lignes qui mentionnaient, dans le projet d'accord négocié au préalable par les ministres des finances, dimanche, le scénario d'un Grexit « *provisoire* », et avaient glacé l'ambiance samedi. Il est aussi parvenu à dégonfler en partie l'une des propositions de dernière minute de Berlin, à laquelle l'Allemagne est très attachée, celle d'un fonds indépendant, supervisé par des Européens depuis le Luxembourg, pour gérer les **privatisations** en cours en Grèce...

À l'origine, Berlin imaginait un fonds où seraient transférés 50 milliards d'euros d'actifs publics de la Grèce, et dont les

recettes des privatisations seraient entièrement affectées à la réduction de la dette. Il aurait été conçu sur le modèle d'une entité grecque méconnue, basée au Luxembourg, l'« **institution pour la croissance** », qui travaille depuis 2012, notamment, avec la Banque européenne d'investissement (BEI, basée elle aussi au Luxembourg).

Pour les Allemands, il s'agissait de tourner la page de la TAIPED, cette agence grecque censée superviser les privatisations voulue par la Troïka, dont la gestion est très contestée et qui n'a jamais donné de vrais résultats (**[lire notre article sur le sujet](#)**). C'était aussi une manière de s'assurer d'un remboursement, à terme, de l'argent prêté.

Mais Tsipras a obtenu que ce fonds soit relocalisé en Grèce, et surtout qu'une partie de l'argent tiré des privatisations soit consacré, non pas au remboursement de la dette, mais à l'investissement. En tout, environ 12,5 milliards d'euros sur le total de 50 milliards. D'après les conclusions du sommet, la moitié des recettes devra par ailleurs servir à rembourser le programme de recapitalisation des banques grecques mis en place par la BCE.

Les « choix courageux » de Tsipras, selon Hollande

Les négociations ont aussi achoppé sur **le rôle du FMI** dans le futur troisième plan d'aide. Et sur ce point, Tsipras n'a rien obtenu. Les Européens ont fait de l'implication de l'institution de Washington une condition préalable à tout engagement, tandis qu'Athènes aurait préféré pouvoir s'en passer, et se contenter du Mécanisme européen de stabilité (avec la commission et la BCE). « *Les Européens ont préféré que le FMI soit à bord. Cela n'a pas été facile pour Alexis Tsipras, parce qu'il n'avait pas forcément ce mandat* », a reconnu François Hollande à la sortie des négociations.

Autre point difficile à avaler pour Athènes, qui semble avoir été obtenu par le premier ministre néerlandais Mark Rutte, très offensif toute la nuit sur le sujet : l'exécutif grec s'engage à « *réexaminer dans le but d'amender des législations* » qu'il a lui-même introduites depuis son arrivée au pouvoir. Tsipras avait en effet décidé, peu après son élection, d'annuler tout ou partie de certaines mesures imposées, ces dernières années, par la Troïka (**le « rollback »**, dans le jargon bruxellois, soit le retour en arrière). Ce fut le cas, par exemple, de la réouverture de la télévision publique grecque. Il s'est donc engagé à rouvrir certains dossiers, à l'exception, précisent les conclusions, du programme d'aide humanitaire adopté début février...

Sur le front de la **dette**, les Grecs, qui plaident depuis le départ pour une restructuration du fardeau (avec une dette à 180 % du PIB), semblent avoir obtenu très peu. Toute réduction partielle de la dette grecque (un « *haircut* ») est explicitement exclue, comme le souhaitait Berlin. La porte reste ouverte pour des rééchelonnements de la dette, mais le calendrier reste très flou : « *Ces mesures dépendront de l'application complète des mesures décidées dans le cadre d'un nouvel arrangement avec la Grèce, et seront considérées après un satisfecit de la première "revue" du programme* », lit-on dans les conclusions.

L'énumération des renoncements peut donner le vertige. Dans un **entretien** à Mediapart, en janvier dernier, l'universitaire grec Gerassimos Moschonas prévenait : « *Syriza va tester la flexibilité de l'Europe.* » Aujourd'hui, la réponse s'est précisée : l'Europe conservatrice se montre plus inflexible que jamais, prête à tout, semble-t-il, pour empêcher une alternative d'exister sur le continent. À mesure que le sommet de la zone euro avançait dans la nuit, les réactions de toute part, sur les réseaux sociaux, se multipliaient.

« *Ce que nous avons appris, ces dernières semaines, c'est qu'être membre de la zone euro signifie que les créanciers peuvent détruire votre économie si vous sortez du rang* »,

juge Paul Krugman [sur son blog](#). L'ébauche de communiqué sortie de l'Eurogroupe, avant le sommet de la zone euro, écrite dans un style particulièrement technique, « *restera comme l'une des démarches diplomatiques les plus brutales de l'histoire de l'Union européenne, un bloc construit pour favoriser la paix et l'harmonie et qui menace désormais publiquement l'un de ses membres de ruines, s'il ne se rend pas* », écrit un éditorialiste du *Wall Street Journal*.

« *C'est la dictature d'une idéologie* », s'emportait, de son côté, l'eurodéputé Philippe Lamberts, dimanche soir, avant la conclusion de l'accord. L'élu estime que l'Europe était en train de mettre « *la démocratie grecque sous tutelle comme pourraient le faire les pires régimes colonialistes* ». Toute la nuit sur Twitter, le mot-clé « *This is a coup* » (*C'est un coup d'État*) [était repris en boucle](#). En Espagne, où le suivi du feuilleton grec passionne, des leaders « indignés » d'Ada Colau, la maire de Barcelone, à Pablo Iglesias, sont montés au créneau pour dénoncer ce « *coup* » dès dimanche soir.

Même certains fonctionnaires européens de premier plan ont réagi, comme l'ex-commissaire européen à l'emploi (sous le deuxième mandat de José Manuel Barroso) Laszlo Andor ([déjà interviewé ici sur Mediapart](#)) qui a exprimé sans détour dimanche soir son indignation, évoquant « *l'arrogance, le cynisme et l'incompétence* » de ceux qui parlent d'un Grexit provisoire (c'est-à-dire Berlin).

Interrogé sur l'humiliation subie par les Grecs lors de ce sommet, François Hollande a répondu, lors d'une conférence de presse lundi matin : « *Rien n'aurait été pire que de vouloir humilier la Grèce. Elle demandait un programme, pas l'assistance ni la charité. Elle demandait les principes d'une solidarité.* » Et le chef d'État français de rappeler « *la solidarité monétaire* » (concrétisée par les aides de la BCE au système bancaire grec) ou encore le plan de relance de 35 milliards d'euros déjà annoncé par Jean-Claude Juncker, le président de la commission (qui ne fait toutefois que regrouper les fonds structurels déjà budgétisés pour Athènes sur la période 2014-2020 et accélérer leur déblocage).

Ces engagements suffiront-ils à convaincre les députés grecs d'adopter cette batterie de mesures ? Il était difficile de prévoir, lundi midi, quelles seront les conséquences de cet accord sur la vie politique grecque. Mais il y a fort à parier que des recompositions politiques se produiront à Athènes toute la semaine. François Hollande, qui sort plutôt grandi de ce sommet sur la scène européenne, où il a joué à l'équilibriste entre Angela Merkel et Alexis Tsipras, a salué lundi « *les choix courageux* » de Tsipras. Reste à voir comment les Grecs apprécieront le « *courage* » de leur premier ministre.